lutte ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

TCHÉTCHÉNIE

LA GUERRE DES CLIQUES BUREAUCRATIQUES AVEC LE SANG DE LEURS PEUPLES

M 6189 - 1383 - 9,00 F

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1383 - 6 janvier 1995 - prix : 9 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

1995 POURQUOI PAS L'ANNÉE DE L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES ?

Après nous avoir annoncé toutes les hausses qui nous attendent ces jours prochains, dont 20 à 30 centimes de plus sur l'essence, on nous dit avec pas mal de cynisme que les prestations sociales, en particulier les retraites, devront moins augmenter cette année que la hausse des prix car, nous dit-on sans rire, elles auraient trop augmenté l'année dernière !

Pourtant les retraités, eux, savent bien qu'ils touchent moins chaque mois qu'il y a trois ans, à cause de l'augmentation des cotisations sociales et de la CSG qui les frappe.

Comment peut-on nous dire qu'en 1994 les salaires, les retraites, auront augmenté plus que le coût de la vie ? Il faut un sacré culot pour dire cela et pourtant ce culot, ils l'ont !

Dans le même temps, on nous annonce que les salaires du secteur public n'augmenteront que de 1,7 % tandis que le CNPF recommande au patronat de faire de même pour les salaires du privé. Le président de la République comme le Premier ministre peuvent y aller de leurs voeux. Leurs voeux, ce n'est pas pour les salariés, les chômeurs. Leurs vœux, c'est pour le patronat.

Toutes les chaînes de télé nous ont montré que dans les grands hôtels et les grands restaurants, que ce soit à Paris, à Cannes, à Monte-Carlo, tout était complet pour les réveillons, avec des menus qui ne descendaient pas en dessous de 3000 F par tête (ils étaient plus discrets sur la limite supérieure).

Après cela, on peut nous dire que ce serait l'augmentation des retraites ou 1% de plus sur le SMIC qui pourraient ruiner l'économie.

Dans le même temps, on nous parle de reprise économique : la production pourrait augmenter en 1995.

Mais on nous dit aussi que le chômage ne diminuerait pas, c'est-à-dire que cette augmentation se ferait avec moins de travailleurs et, nous l'avons vu, avec des travailleurs moins payés par rapport au coût de la vie.

Voilà ce que les hommes politiques nous promettent de concret pour cette nouvelle année. Et là ce ne sont plus des voeux.

Il y aura une élection présidentielle où les uns et les autres feront autant de démagogie. Mais si l'on prête un peu attention à ce qu'ils disent, on s'apercevra que même leur démagogie est limitée. S'ils parlent des sans-logis, des sans-ressources, des plus pauvres, non seulement ils ne proposent pas grand-chose pour eux, mais ils se gardent bien de parler des revenus de l'ensemble des salariés ou des chômeurs.

Car, même électorales, ils se méfient des promesses qu'on pourrait leur demander de tenir s'ils sont élus. Et puis surtout, ils ne veulent pas faire peur à la bourgeoisie, ils tiennent à lui garantir que ses bénéfices seront protégés. C'est pourquoi ils s'engagent dès maintenant à ne pas augmenter les salaires.

La campagne électorale servira cependant à tenter de faire croire au plus grand nombre possible d'entre nous qu'il suffira de voter pour l'un ou pour l'autre pour changer quelque chose à notre situation. Nous faire croire au Père Noël en quelque sorte.

Mais tous leurs beaux plans pourraient être remis en question.

Oui, peut-être que cela ne marchera pas cette fois-ci. Oui, peut-être qu'au contraire les travailleurs seront nombreux à ne plus vouloir se laisser faire. Il y aura les présidentielles en avril-mai et pourquoi pas un troisième tour social en juin ?

La reprise économique, si reprise il y a, nous en donne les moyens. Le patronat a besoin de nous, de notre travail. Eh bien, c'est le moment d'être exigeants si nous ne voulons pas être les victimes de la croissance.

Il y a bien longtemps qu'il n'y a pas eu de vague de grèves suffisamment forte pour faire peur au patronat et l'obliger à rendre à la classe ouvrière ce qu'il lui a volé pendant des années.

1995 pourrait être cette année-là !

Taxes, tarifs publics, etc. EN 1995, L'ADDITION S'ANNONCE SALÉE

Cet appareil fonctionne dans les deux sens : pompe à essence d'un côté, pompe à fric de l'autre.

LO

Comme chaque année, le mois de janvier inaugure toute une série de hausses pour les tarifs publics et les taxes ; le cru 1995 s'annonçant bien supérieur au rythme de l'inflation.

En matière de transports, si la SNCF n'a pas encore annoncé l'importance ni la date du relèvement, en revanche Air Inter a dès le 1er janvier augmenté ses prix de 2,9 % en moyenne sur les lignes intérieures. Pour les automobilistes, l'addition promet d'être encore plus salée puisqu'à partir du 11 janvier, l'augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) se traduira par 33 centimes de plus sur le litre de super sans plomb, 24 centimes pour le super ordinaire et 4 centimes pour le gazole. L'Etat pompera encore dans la poche des consommateurs avec une augmentation de 6,2 % de la redevance télévision.

Par contre, au niveau des prestations sociales, les augmentations prévues resteront bien en deçà de l'inflation : + 1,2 % au 1er janvier et pour toute l'année pour les allocations familiales, le RMI (qui passe à 2325 F pour une personne seule en France métropolitaine et à 1860 F dans les DOM) et les retraites (dont le minimum passe à 3231 F et le maximum versé par la Sécurité sociale à 6465 F).

Mais si le gouvernement, en bloquant la progression des prestations sociales en dessous de l'inflation (1,7 % officiellement prévu pour 1995), s'attaque un peu plus au niveau de vie des salariés et des retraités, il promet en 1995 de maintenir le cap en faveur du patronat. Un nouveau train d'allègements est programmé pour les entreprises versant des bas salaires ; pour ceux compris entre 6611 F et 7212 F par mois, les employeurs seront totalement exonérés des cotisations d'allocations familiales, et pour les salaires allant de 7212 F à 7313 F, ils bénéficieront d'un taux réduit de 5,4 % à 2,7 %. Ce nouveau cadeau aux entreprises, qui concerne 1,2 million d'employés, non seulement incitera encore plus les patrons à faire pression sur les salaires pour pouvoir y prétendre mais il contribuera également à creuser un peu plus le "trou" des régimes sociaux... au nom duquel l'Etat s'apprête à relever la CSG ou la TVA... ou les deux !

Bref, l'année 1995 débute dans le droit fil de la politique menée depuis plusieurs années par les gouvernements successifs : faire les poches des usagers, des salariés et des contribuables pour renflouer les caisses du patronat.

Chirac et les 400 logements

Chirac ayant, quel effort, "déniché" 400 logements vacants à Paris, à cause de l'occupation sauvage d'un immeuble de la rue du Dragon par les sans-logis bénéficiant de l'appui de l'abbé Pierre, a décidé d'en tirer aussitôt le profit médiatique attendu. Et de sillonner Paris en minibus, le 31 décembre, jour de bonté, avec des journalistes pour se rendre dans divers immeubles en cours d'aménagement et se faire photographier dans quelques cages d'escalier.

Cela dit, après ce coup de pub, on risque fort d'en rester là. On ne parle plus d'autres immeubles vides à mettre à la disposition des sans-logis, pour le moment, alors qu'il en reste pourtant beaucoup à Paris... Et puis on fait moins de publicité aussi à l'attitude de la mairie du 6° arrondissement de Paris, quartier bourgeois dont le maire, apparemment, se fait tirer l'oreille pour inscrire les enfants des familles ouvrières qui viennent de se reloger elles-mêmes rue du Dragon.

En outre Chirac a décidé, pour contrer le DAL (Droit au logement), qui est à l'initiative de l'occupation sauvage de l'immeuble de la COGEDIM (après bien d'autres dans le passé) de l'exclure des bénéficiaires des 400 logements. Ce qui a provoqué cette réaction de l'Abbé Pierre : "*Si le DAL est exclu, je demande à tous de se retirer*". Mais Chirac a trouvé l'appui de l'Armée du Salut, qui travaille, elle, depuis longtemps avec la municipalité. Un "major" de ladite armée a déclaré, à propos du DAL : "*Il est difficile pour nous de nous associer avec des gens qui forcent des portes*"... passant sous silence que si des portes n'avaient pas été forcées Chirac n'aurait jamais cherché ces malheureux 400 logements ! Et Chirac d'ajouter : "*Contrairement aux associations avec lesquelles nous avons l'habitude de travailler, le DAL ne s'occupe pas du suivi et de la réinsertion des gens*". Mais les travailleurs qui cherchent un logement ne demandent pas la charité et n'ont pas besoin que l'Armée du Salut ou autres s'occupent de leur "suivi" et de leur "réinsertion" !

Jeter une poignée de logements aux mal-logés et surtout en patûre à l'opinion publique, dans le but de s'assurer une popularité à bon compte, et tenter de dresser les associations les unes contre les autres, afin d'éliminer celles qui pratiquent l'action directe, tel est donc le projet de Chirac. Mais si les mal-logés ont quelque chance de se faire entendre, ce n'est certainement pas en écoutant les prêchi-prêcha de l'Armée du Salut, en faisant confiance aux politiciens à la Chirac - ou aux autres- mais en se battant, y compris en se servant eux-mêmes, comme ils l'ont fait rue du Dragon !

André VICTOR

Le Pen, du «Redressement National» au redressement fiscal

Le Pen est en délicatesse avec l'administration des impôts qui lui reprocherait, selon la presse, d'avoir omis de déclarer depuis plus de quinze ans tout ou partie de ses richesses. Le Pen, héritier d'Hubert Lambert, qui fût propriétaire des ciments du même nom, bénéficiaire d'un autre legs important, et possesseur d'une riche propriété à Saint-Cloud,n'est pas précisément un sans-le-sou. N'empêche que depuis 1978 il aurait fraudé régulièrement le fisc. Ce n'est que depuis 1993 qu'il aurait rempli (sincèrement?) sa déclaration. Le fisc, pas vraiment pressé, a fini par lui réclamer un redressement d'un montant de 1,4 million de francs, en y incluant les pénalités. Et d'autres redressements seraient attendus...

Le Pen, qui jette un voile pudique sur ses richesses, avait même prétendu ne pas "*être astreint à faire la déclaration sur les grandes fortunes*". Le fait est qu'il ne la faisait pas...L'héritier des ciments Lambert s'imaginait peut¬être avoir bétonné son patrimoine.

"*Français passionnément*", mais pas au point de payer ses impôts, ça l'affiche mal !

Biographie d'un citoyen

Pierre Bilger, qui était le numéro deux de GEC-Alsthom, en a été nommé PDG. Il passe pour être le prochain successeur de Suard à la tête du groupe Alsthom-Alcatel, qui chapeaute la filiale GEC-Alsthom.Voici quelques étapes jalonnant le parcours du nouveau promu : il a commencé sa carrière d'ancien élève de l'ENA dans les cabinets ministériels durant le septennat de Giscard, successivement auprès des ministres Pierre Fourcade, Michel Durafour, Robert Boulin et Maurice Papon. Chef de service à la direction du budget à l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, il était passé à l'état-major du groupe CGE alors nationalisé en 1982. Dès 1987, la privatisation de CGE à peine réalisée, Pierre Bilger devient secrétaire général du groupe Alsthom... Public, privé : ça va, ça vient.

On oubliait : à ce brillant palmarès, Pierre Bilger peut y ajouter son titre d'électeur, parmi les quelque 39 millions que compte la France. Eh oui, ce quidam a droit à une voix, tout simplement... Mais qui en dehors des urnes pèse et pèsera lourd, bien plus lourd que des millions d'autres sur les décisions du futur président. Comme quelques milliers de son espèce dans le pays.

On est tous égaux. Sauf que certains sont plus égaux que d'autres. Pourquoi, à votre avis ?

Balladur content : IL N'Y A "QUE" 3,3 MILLIONS DE CHÔMEURS

Le pari de Balladur serait «presque» tenu. Il promettait une stabilisation du chômage, lequel n'a augmenté, en un an, que de 1%, ce qui permet d'atteindre officiellement le chiffre de 3 337 200 demandeurs d'emploi. Si certains politiciens disent qu'il faut rester prudents, il y a des commentateurs pour se demander si on n'est pas à la veille d'un boom économique !

En réalité, nul ne sait, et les gouvernants pas davantage que les autres, de quoi l'avenir sera fait. Les soi-disant experts se sont déjà tellement trompés...

Tout ce qu'on peut dire c'est que le chiffre réel du chômage est supérieur à celui annoncé, ce qui n'est, il est vrai, pas nouveau. D'autre part, la plupart des emplois créés cette année sont des emplois précaires, qui bien souvent remplacent des emplois plus stables supprimés précédemment. Le patronat ne veut pas embaucher durablement... puisqu'il peut faire autrement !

Et puis ce qu'on appelle la «politique de l'emploi», qui consiste à accorder des aides aux employeurs qui embauchent, a atteint un niveau inégalé jusqu'à présent. Elle concerne 2,2 millions de «bénéficiaires», soit 240 000 de plus qu'en 1992.

C'est ce genre de mesures, bien plus que la prétendue «reprise» économique, qui ont permis de ralentir un peu la montée du chômage... dans les statistiques. Elles permettent à Balladur d'afficher une relative satisfaction, avant les élections, alors que le chômage lui-même n'a pourtant jamais été aussi élevé...

De toute façon, on nous l'a dit et répété, même si la reprise économique venait vraiment, il ne faudrait pas s'attendre à une diminution significative du chômage. La lutte contre le chômage serait, nous répète-t-on depuis des années, la priorité des priorités. Pourtant le patronat tire largement profit du chômage qui lui permet d'obtenir comme jamais de la main-d'œuvre flexible aux salaires bradés.

Le patronat vit très bien avec le chômage, et les politiciens aussi, en fin de compte. Ce n'est donc certainement pas sur eux qu'on peut fonder le moindre espoir d'en venir à bout.

André VICTOR

Balladur en visite dans une entreprise de produits surgelés... Mais c'est le niveau du chômage qui semble figé !

AFP

A son tour DE VILLIERS FAIT DANS LE SOCIAL

AFP

De Villiers avec le milliardaire Jimmy Goldsmith, lors des élections européennes de 1994

Phillippe de Villiers n'est pas seulement un probable candidat à l'élection présidentielle d'avril prochain, il est l'actuel président du conseil général de Vendée. A ce titre il se proposait de mettre à la disposition de 50 entreprises privées 1000 des 4 700 RMIstes que compte ce département.

Ces entreprises, toutes volontaires — cela se comprend — auraient disposé de cette main-d'œuvre gratuitement, et devaient assurer leur formation... Mais naturellement sans obligation d'embauche ; foin de l'autoritarisme jacobin !

Sacrebleu, ça n'est pas parce que l'on est nobliau en terre vendéenne qu'on n'a pas de préoccupations sociales, comme un Chirac, un Balladur et autres roturiers de la capitale ! D'ailleurs, son auteur a intitulé son projet *"contrat social en entreprise"*. Et c'est vrai qu'il y a du social dans l'opération... Pour ces pauvres patrons du pays chouan. Sans oublier que, du même coup, on fournit à des RMIstes oisifs — et l'oisiveté, comme dit monsieur le curé, est mère de tous les vices — de quoi occuper leurs journées pendant trois mois.

Le projet de De Villiers a été repoussé par le ministre du Travail, Michel Giraud. Pas par principe. Car l'idée de fournir une main-d'œuvre à meilleur prix aux patrons n'est pas nouvelle, tout comme se discute depuis quelques mois l'idée de demander aux chômeurs et aux RMIstes une contrepartie en travail à leurs indemnités. Chirac, Seguin, à droite, Martine Aubry, à gauche, sous une forme ou une autre y ont été de leur proposition sur cette question... Pour, expliquent ces bonnes âmes, faciliter la réinsertion des "exclus".

D'ailleurs Giraud a rappelé que des formules qui se rapprochaient de celle que propose de Villiers existaient déjà. Comme cette loi votée il y a quelques semaines qui permet à l'employeur d'embaucher au SMIC un salarié au RMI depuis plus de deux ans, son indemnité de RMI étant directement versée par l'Etat à l'entreprise.

Ce type de mesure ne peut évidemment pas réduire le chômage, car on ne voit pas des patrons ayant la possibilité de disposer d'une main-d'œuvre à très bas prix, voire gratuite, continuer à employer des salariés mieux payés. Dans le meilleur des cas c'est la "délocalisation"... mais sur place, les RMIstes occupant les emplois des salariés actuels.

Et si on inversait les rôles ? Si, au lieu de demander aux chômeurs et aux RMIstes des contreparties à leurs indemnités, on en demandait aux capitalistes, aux riches, contreparties à prendre sur leurs profits et leur fortune ? Ça serait une petite révolution, sans doute. Histoire de rappeler à de Villiers et à ses congénères que l'esclavage et le servage, c'est dépassé... en cette fin de vingtième siècle.

Jean-Pierre VIAL

Mitterrand et ses vœux : BIENHEUREUSES LES "FORCES DE L'ESPRIT"

Mitterrand croit aux «*forces de l'esprit*». On s'en doutait un peu, maintenant c'est confirmé, le président lui-même l'a confessé à la télévision dans son émission de vœux de fin d'année.

Il faut bien croire en quelque chose. Certains croient en l'homme, certains croient en dieu, lui c'est dans les forces de l'esprit. Tant mieux pour lui, car après quatorze ans de magistère et cinquante de vie politique, on ne voit pas à quoi il pourrait se raccrocher. Pas à son action politique en tout cas. Ce soi-disant socialiste nous dit, en guise d'adieu, qu'il ne faut jamais «*séparer la liberté de l'égalité*» et il s'interroge devant nous, sans pudeur : «*Pourquoi la discussion sur un nouveau contrat social pour l'emploi est-elle si bloquée ?*». Bien sûr, il n'a pas de réponse. Blum parlait déjà du «*mur de l'argent*» devant lequel on ne pouvait bien sûr que s'incliner. Mitterrand, lui, ne désigne même pas le responsable.

La toute-puissance du capital ? L'injustice fondamentale d'une société fondée sur l'inégalité de l'exploitation de l'homme par l'homme ? La violence économique comme forme de gouvernement ? Ce sont là sans doute pour notre mystique chef de l'Etat des puissances de l'esprit du mal. Que les pauvres se consolent, ils sont victimes d'un combat d'esprits. Et de toute façon, Mitterrand ne les «*quittera pas*».

«*Ce qui nous rassemble est plus important que ce qui nous divise*», a dit de son côté Balladur le 1er janvier. Et en effet, s'il succède à Mitterrand, nul parmi les travailleurs et les chômeurs ne verra la différence.

Même culture, même culot.

Furiani, courses en solitaire, "Dakar"...

L'ARGENT TUE LE SPORT PARFOIS AUSSI LE SPECTATEUR

Trois événements dans l'actualité mettent le doigt sur les rapports du sport — ou plutôt de ce que l'on appelle ainsi — et de l'argent. La course à la voile autour du monde, le départ du "Dakar", mais surtout le procès qui s'ouvre, et qui doit durer trois semaines, de la catastrophe de Furiani. Plus de 2000 victimes dont 17 morts et de nombreux blessés devenus aveugles, hémiplégiques, tétraplégiques. Pas la peine de trois semaines de débats, ni d'une longue enquête pour désigner le responsable de ce crime : plus encore que l'incurie des uns, la négligence ou les complaisances des autres, c'est avant tout la loi du fric.

Isabelle Autissier, la navigatrice qui faisait le tour du monde en solitaire, en perdition sur son bateau *l'Ecureuil-Poitou-Charentes* dans les mers australes, a été finalement sauvée par la marine australienne. On ne peut que s'en réjouir. Car, comme le faisait remarquer un des militaires concernés par ce sauvetage, une vie humaine n'a pas de prix.

Même si, en l'occurrence, ce sauvetage n'est sans doute pas revenu bon marché, comme ne revient pas bon marché cette compétition hors du commun que représente cette course autour du monde à la voile.

C'est le sport, c'est l'exploit, dit-on.

Sauf qu'on ne voit plus la part du plaisir de l'effort, la joie de se surpasser, et celle du fric, tant les deux aspects se mélangent.

En réalité ce sont les sponsors qui commandent.

Sans eux, pas de compétition. Et pas de compétition s'il n'y a pas les caméras de télévision pour filmer les exploits des héros, mais surtout, bien plus important, pour montrer sur les écrans les différentes marques qui figurent sur les coques, les voiles, les cirés, le tee-shirt, la casquette des compétiteurs.

Curieux sport que ce spectacle où l'on investit des millions de francs pour exhiber quelques héros, si possible solitaires, en les transformant en hommes ou en femmes sandwichs. Et qui, du même coup, transforme les spectateurs en voyeurs à qui l'on veut surtout montrer ce qu'ils devront boire, manger, fumer... C'est-à-dire comment ils devraient dépenser leur argent.

A peine la mésaventure d'Isabelle Autissier a-t-elle quitté l'actualité et les écrans des télévisions que la vitrine s'anime de nouveau avec l'ex-Paris-Dakar, devenu en fait le Grenade-Dakar. Ce changement du point de départ, de Paris pour le sud de l'Espagne, a été motivé par des raisons économiques qui, plus encore dans cette épreuve que pour la course autour du monde à la voile, commandent les choix, et même l'existence de ce rallye. Les mécaniques, automobiles et motos, se sont élancées dans les sables des déserts d'Afrique. Des prototypes accompagnés d'une cohorte de camions, de mécaniciens, de soigneurs, de médecins vont traverser des régions parmi les plus pauvres de la planète, pour que Citroën ou Mitsubishi puissent parader et du coup augmenter leurs profits. Avec au bout peut-être des morts, des blessés, pas seulement parmi les participants, mais aussi comme cela s'est déjà produit à plusieurs reprises parmi les populations à qui on impose cette caravane publicitaire pétaradante.

Du sport, ça ? Allons donc. Le sport, c'est tout le contraire de cet exhibitionnisme, de cette exaltation de l'individualisme, de cette foire aux muscles qui oppose des gladiateurs que l'on réduit au rôle de faire gagner...leurs sponsors.

J.P.V.

Transports aériens

LA CONCURRENCE C'EST LE VOL

Devant des appareils d'Air Liberté et AOM... des ouvriers d'Air France protestent, sur les pistes, contre un allongement des horaires (23 novembre 1994).

Depuis le 1er janvier, deux destinations-phares du transport aérien intérieur, Orly-Marseille et Orly-Toulouse, ne sont plus concédées à Air Inter seule, mais aussi à AOM, Air Liberté et TAT.

On nous a répété sur tous les tons que la fin du monopole serait le gage de services accrus à moindre coût... Notons d'abord que les concurrents d'Air Inter, compagnie d'Etat tenue d'assurer même les destinations «non rentables», ne se sont pas précipités sur ces dernières mais sur Toulouse et Marseille, là où elles pensaient qu'il y avait gros à gagner.

Pour l'instant, les nouvelles venues offrent entre 30 et 50 % de rotations supplémentaires. Mais si elles font des promotions de lancement, le prix du billet, lui, ne baisse pas.

Le journal *La Tribune* expliquait le 30 décembre qu'«*une nouvelle ligne intérieure nécessite un investissement d'une centaine de millions (et que) l'équilibre en situation de concurrence s'avère extrêmement périlleux*». Il donnait en exemple Paris-Nice, la ligne la plus fréquentée et ouverte déjà à la concurrence, où Air Inter et AOM seraient «*dans le rouge*». Va-t-il se passer la même chose sur Toulouse et Marseille ? TAT semble s'y attendre qui n'a pas encore usé de son droit de lancer des vols sur ces villes, la clientèle n'étant pas extensible à l'infini.

Va-t-on assister à ce qui se passe dans le transport aérien mondial, où la concurrence aboutit à l'engorgement du ciel et à des licenciements à tout va, et entraîne des économies d'entretien et de sécurité comme l'a montré une série récente de catastrophes aux USA ? En tout cas, si les profits ne sont pas au rendez-vous de la bataille des compagnies intérieures, on sait déjà à qui on présentera la note ; sans doute d'abord aux travailleurs des compagnies à qui on dira, comme d'habitude, qu'ils doivent faire des efforts (et TAT n'en est pas à ses premiers licenciements).

Les usagers (même si beaucoup sont des hommes d'affaires qui ont les moyens de payer) seront sans doute moins touchés que les contribuables, via le déficit qui risque de se creuser dans le budget d'Air Inter et qu'il faudra éponger.

Voilà pour le prétendu progrès que serait la concurrence. Une concurrence qui s'accommode fort bien du contrôle de l'Etat puisque AOM, filiale d'une banque nationalisée, le Crédit Lyonnais, a eu le feu vert de l'Etat pour chercher, avec les compagnies privées TAT et Air Liberté, à voler quelques parts de marché à la compagnie publique Air Inter...

P.L.

Mouvement anti-avortement

LA MORALE ASSASSINE

Ce sont paraît-il des défenseurs de la vie. Au nom du droit à la vie du fœtus, voire de l'embryon, un certain nombre d'exaltés soutenus par une partie de l'opinion publique américaine bien pensante, bien religieuse, bien confite dans ses préjugés, ont entrepris de donner la mort : aux médecins qui pratiquent l'avortement légal, aux chefs de cliniques, voire aux patientes, aux infirmières et personnel de service. Un tueur, à Boston, a fait irruption dans une clinique et a ouvert le feu ; le même - ou un autre - a renouvelé le coup dans une autre clinique proche : en tout, deux femmes mortes et plusieurs blessées.

Certains imbéciles peuvent se rassurer en pensant que cela se passe aux Etats-Unis, pays de la violence, où les armes sont presque en vente libre. Mais le mouvement anti-avortement se développe dangereusement partout, en Europe comme aux USA, en France comme en Allemagne. Les manifestations devant les cliniques, les insultes, les coups contre les femmes voulant se faire avorter, cela existe aussi ici.

Il a fallu des siècles pour que les femmes sortent de l'esclavagisme, pour que la contraception et la liberté ainsi que la médicalisation de l'avortement entrent dans la loi. C'est une conquête récente qui a changé la vie de millions de femmes sur la planète et qui, malheureusement, n'existe pas partout.

Et voici qu'à la faveur de la crise et de la régression sociale et intellectuelle qui l'accompagne, les barbares de toutes religions, de tous préjugés, veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers. Propagande, menaces, assassinats, voilà leurs armes et leur fonds de morale.

Les empêcher de nuire est vraiment... une question de vie ou de mort !

Turquie

JUGEMENT CLÉMENT POUR UN MASSACRE

Le 26 décembre, le tribunal d'Ankara, en Turquie, a rendu son verdict à propos des émeutes organisées par les milieux intégristes ayant abouti à la mort de 35 intellectuels et artistes de gauche en juillet 1993. Le verdict a été clément : sur les 124 accusés, 37 ont été tout simplement acquittés, 60 ont été condamnés à 3 ans de prison, et si les 26 considérés par le tribunal comme les vrais responsables de ce massacre ont écopé de 15 ans, par le jeu des remises de peine ils ne devraient pas rester plus de 6 ans en détention.

A l'époque, les islamistes avaient prétexté la tenue dans la ville de Sivas, en Anatolie centrale, d'une réunion autour de l'écrivain de gauche Aziz Nesin, très connu également pour ses prises de position en faveur de la laïcité, pour organiser une contre-manifestation. Celle-ci n'avait pas été autorisée mais avait pu se répandre pendant plusieurs heures dans la ville sous le regard complice de la police. Plusieurs centaines de militants intégristes avaient ensuite convergé vers l'hôtel où se trouvaient réunis Aziz Nesin et de nombreux intellectuels de gauche et l'avaient incendié. Si Aziz Nesin fut sauvé de justesse, les autorités en laissèrent 35 autres brûler vifs.

Durant le procès, le tribunal avait par avance accordé des circonstances atténuantes aux islamistes, arguant du fait qu'ils

Arc

Les intégristes manifestant dans la salle du tribunal.

auraient été provoqués par les déclarations anti-religieuses d'Aziz Nesin... Il n'a pas été remercié pour autant puisque, à l'annonce du verdict, les islamistes ont commencé à bombarder les membres du tribunal et les journalistes présents avec des pièces de monnaie, des chaussures et des chaises. Et la même police, qui n'hésite jamais à tabasser les prévenus de gauche ou les nationalistes kurdes, s'est contentée de regarder le spectacle.

On le voit, ce n'est sûrement pas l'Etat turc et l'actuel gouvernement de Mme Ciller qui feront quelque chose pour enrayer la montée islamique en Turquie. Cette représentante en chef de la bourgeoisie turque est d'ailleurs en négociation avec des sectes religieuses influentes pour récupérer des voix. De même, c'est sous son gouvernement qu'a été autorisée l'ouverture du plus grand nombre d'écoles coraniques. Mais le comportement des intégristes à Sivas donne une idée du régime que ces gens-là pourraient instaurer s'ils arrivaient un jour au pouvoir.

J.S.

AFP

Un habitant de Grozny dans sa maison détruite. L'aviation russe a largement "arrosé" la population civile.

LA CONTINUATION DES RIVALITÉS BURE PAR DES MOYENS SANGLANTS

Plusieurs centaines de morts, peut-être des milliers, personne ne le sait au juste trois semaines après le début de l'intervention de l'armée russe pour le contrôle de Grozny, capitale de la Tchétchénie. Les images de la télévision montrent en tout cas des maisons éventrées par les bombes, des usines ou des entrepôts en flammes, des cadavres et le visage hébété de gens poussés à l'exode. Des visages de petites gens, Russes et Tchétchènes mélangés, comme ils le sont dans cette ville où les premiers étaient il y a peu encore plus nombreux que les seconds.

Grozny n'est cependant pas prise par les troupes russes au moment où nous écrivons, malgré des bombardements répétés et une attaque terrestre. Eltsine a voulu faire une démonstration de force, destinée non seulement à la seule Tchétchénie dont le dictateur-président Doudaïev avait déclaré l'indépendance, mais aux chefs de toutes les baronnies bureaucratiques qui narguent Moscou et rejettent le pouvoir central, de droit ou de fait.

Eh bien, pour le moment, la démonstration est ratée. Il est difficile de savoir si la durée des combats s'explique par la détermination de ceux qui défendent Grozny ou par le peu d'enthousiasme des soldats envoyés pour la prendre. Mais du simple fait de cette durée, Eltsine ne fait pas la démonstration de la force du pouvoir central, mais de son délabrement. La crapulerie de la méthode - bombardements aveugles ou destruction volontaire d'objectifs civils - ne parvient pas à masquer l'impuissance. Les deux semblent même se conjuguer pour redonner à Doudaïev une aura de «héros national» et laminer, au nom du nationalisme, ceux qui en Tchétchénie même n'approuvaient ni l'autoritarisme de cet ancien général de l'armée soviétique ni la déclaration d'indépendance de la Tchétchénie.

Doudaïev n'en est certainement pas devenu pour autant le représentant des intérêts de son peuple. Il est un de ces bureaucrates qui ont réussi, à la faveur de la dislocation du pouvoir central, à se tailler un fief. Pendant que nombre de ses congénères ont mis la main sur des entreprises, qu'ils font fonctionner ou pas, mais qu'ils pillent pour en vendre les produits ou les stocks — de préférence en devises sus-

La guerre en Tchéchénie

ceptibles d'être mises en lieu sûr en Occident — lui, Doudaïev, comme d'autres, a mis la main sur un territoire. Il s'est posé en incarnation de l'aspiration nationale tchétchène, quelle en avait été la profondeur dans le passé récent et auprès de qui, mais dont on voit comment Doudaïev la transforme en nationalisme pour s'en servir. Le drapeau de l'indépendance qu'il agite n'est même pas un but, mais un moyen de chantage vis-à-vis du pouvoir central pour que ce dernier laisse le clan de Doudaïev maître en Tchétchénie. Commentant l'intervention russe, son ministre de l'Information aurait déclaré au journaliste du *Figaro*, avec une franchise cynique : «*Boris Eltsine est un imbécile. S'il avait attendu un an ou deux, nous aurions intégré de nous-mêmes la Fédération de la Russie. Car il nous est impossible, économiquement, de vivre sans elle*».

Les jours prochains diront si Eltsine est en effet un imbécile de ne pas avoir compris qu'il n'avait pas la force de refuser le chantage de Doudaïev et s'il est contraint finalement à reculer et à marchander un compromis. Il peut y être amené, malgré son ton va-t-en-guerre, relayé par la télévision et toute la presse qui a retrouvé ses réflexes des temps de la dictature en remplaçant toute information par de la propagande au profit du «démocrate» Eltsine.

En effet, en se prolongeant, la guerre risque de miner encore plus son pouvoir. L'armée russe n'a manifestement pas le moral. Ne parlons même pas des soldats du rang qui n'ont nulle envie de mourir dans une guerre qui n'est pas la leur. Mais les commentateurs rapportent nombre de cas d'insubordination dans la hiérarchie elle-même, y compris aux niveaux les plus élevés. En réalité, la guerre en Tchétchénie révèle plus cette situation au sein de l'armée et du corps des officiers qu'elle n'en est la cause première. Mais jusqu'à maintenant Eltsine, comme son prédécesseur, avait essayé d'éviter que les fissures qui traversent l'armée de la bureaucratie, comme la bureaucratie elle-même, n'apparaissent trop ouvertement.

Dans cette sorte de fuite en avant zigzagante dans laquelle il s'est engagé, Eltsine essaie les mêmes ficelles démagogiques que son vis-à-vis tchétchène. Il se pose en défenseur du nationalisme russe. Pour l'instant, cela ne lui porte pas bonheur : la guerre en Tchétchénie demeure impopulaire en Russie. Et si cette démagogie finissait par prendre, ce n'est pas lui qui serait le mieux placé pour tirer les bénéfices politiques du nationalisme exacerbé (voire raciste, comme ces chasses policières périodiques au faciès caucasien dans les rues de Moscou).

L'avenir dira quel est le clan de la bureaucratie à qui profitera cette guerre aussi infâme qu'absurde. Mais elle coûte déjà cher à la population — tchétchène ou russe — tant en vies qu'en destructions matérielles. Et, pire encore peut-être pour l'avenir, les rivalités bureaucratiques, de plus en plus appuyées dans le Caucase sur des bandes armées, risquent de creuser des fossés de sang entre les peuples.

Les commentateurs pérororeront alors, comme à propos de l'ex-Yougoslavie, sur la «*haine ancestrale entre peuples*». Mais les peuples ne sont pas en cause si ce n'est comme victimes. Ce sont des clans bureaucratiques pilleurs qui se battent pour le pouvoir et les privilèges qui vont avec ; ici pacifiquement, là en faisant parler les armes. La bureaucratie a maintenu pendant des décennies une dictature féroce. Aujourd'hui qu'elle est en décomposition, elle entraîne toute la société vers la ruine, au propre comme au figuré.

Georges KALDY

AUCRATIQUES

LES OCCIDENTAUX, LES "DÉMOCRATES" RUSSES, ET ELTSINE

Pendant au moins les deux premières semaines de l'intervention russe en Tchétchénie, les gouvernements occidentaux n'ont rien trouvé à y redire. Tout récemment encore, Clinton déclarait qu'il s'agissait d'«*une affaire intérieure russe*» et qu'il ne fallait rien faire qui risque d'affaiblir Eltsine dont «*la politique telle qu'annoncée doit être mise en œuvre*».

Mais voilà, Eltsine ne l'a pas emporté assez vite. Du coup, les dirigeants occidentaux font aujourd'hui semblant de s'émouvoir.

Le porte-parole français des Affaires étrangères (attention, pas le ministre !) vient ainsi de déclarer que «*nous constatons une intensification des combats (qui) n'ont pas épargné les populations civiles*». Le constat ne venant jamais que trois semaines après le début de l'invasion (le 11 décembre), cela doit faire chaud au cœur des civils de Grozny, du moins de ceux, Tchétchènes ou Russes mêlés, que les bombes et les tanks n'ont pas encore tués. Robert Dole, leader des Républicains aux Etats-Unis, vient même de réclamer que l'on coupe les crédits à la Russie, en raison de la violence de l'intervention en Tchétchénie. Et les uns et les autres de «découvrir» qu'Eltsine n'était pas le démocrate que l'on croyait !

Sacrés hypocrites ! Qui donc a tissé à ce haut bureaucrate, blanchi sous le harnais de la dictature, une auréole de combattant de la démocratie ?

Oh, ce n'est sûrement pas que Clinton, Kohl, Mitterrand, Balladur et les plumitifs qui les servent croyaient à cette légende : ils s'en moquaient éperdument. Peu leur importait ce qu'était Eltsine, du moment qu'il s'était fait le chantre d'une politique qu'ils approuvaient, consistant à se débarrasser des derniers vestiges du langage pseudo-communiste de ses prédécesseurs et à se déclarer partisan du capitalisme et de l'ouverture à l'Occident. Et puis même aujourd'hui, les dirigeants impérialistes ne sont nullement hostiles à ce que la Russie se charge de faire le gendarme dans ce Caucase multiéthnique qui peut devenir une poudriére. Le problème, c'est qu'elle n'y arrive pas.

Brusque «illumination» ou simple pressentiment de ce que l'étoile d'Eltsine est sur le déclin et que, peut-être, sa succession est ouverte ? Le petit monde des intellectuels ou des politiciens libéraux qui, en Russie même, avaient bruyamment soutenu l'ascension d'Eltsine contre Gorbatchev, «découvre», grâce à ce qui se passe en Tchétchénie, qu'Eltsine n'est pas le démocrate qu'il disait... Mais qui donc a voulu convaincre la population de voir en Eltsine un homme neuf, garant de la «démocratie» ?

Aujourd'hui, ces gens-là ne parlent plus que d'«*Etat policier*», de «*retour du totalitarisme*». Ils s'indignent de ce que «*l'ordre constitutionnel n'est plus respecté*», alors que depuis un an Eltsine n'a même pas permis le fonctionnement de la Cour constitutionnelle. Arrêtés pour avoir manifesté contre la guerre, ils crient, tel cet ancien dissident en vue, Alexandre Sokolov, à l'atteinte aux «*libertés des citoyens*». Mais, des élections et référendum truqués de l'an dernier à la mise sous tutelle de la presse, en passant par les partis interdits, les manifestations dispersées par la force et la dissolution du Soviet suprême par la canonnade, sans même parler des campagnes racistes auxquelles le régime a eu recours chaque fois qu'il s'est trouvé en difficulté, qui pouvait croire au respect des «libertés» ?

AFP

Août 1991, lors de la tentative de putsch, quand Eltsine passait pour l'homme qui arrêtait les chars

C'en est presque risible d'entendre Kovalev, conseiller d'Eltsine pour les Droits de l'Homme, déclarer à son ancien héros présidentiel : «*Nous qui avons combattu avec vous pour la démocratie en 1991 et en 1993, nous devons constater qu'aujourd'hui nous ne sommes plus du même côté de la barricade. (...) Nous sommes contre la guerre (...) et malheureusement, vous êtes (...) le commandant en chef de ce conflit* (qui hypothèque l'avenir) *de la démocratie en Russie*». Mais ce qui n'a rien de comique c'est que ces gens-là ont une responsabilité y compris dans la tragédie tchétchène, ne serait-ce que parce qu'ils ont soutenu, encensé le régime de cette bureaucratie post-soviétique qui n'a rien apporté d'autre aux peuples que la misère, l'effondrement d'un pays livré aux pillards nouveaux riches et, de plus en plus, aux bandes armées.

Pierre LAFFITTE

Mexique

Un nouveau président au pays de Zapata

DES DISCOURS POUR LES PAUVRES DE L'ARGENT POUR LES RICHES

Elu en août dernier, le nouveau président mexicain, Zedillo, appartient, comme ses prédécesseurs, au Parti Révolutionnaire Institutionnel qui, jusqu'à cette année, a régné sans partage depuis 65 ans. Il a pris ses fonctions le 1er décembre dernier, lui qui n'était guère préparé à assumer cette présidence puisque Colosio, le dauphin officiel de son prédécesseur Salinas, avait été assassiné vraisemblablement sur l'ordre d'une des coteries du PRI.

Zedillo doit manoeuvrer entre les clans de ce parti, dont les uns sont soupçonnés d'avoir commandité un assassinat et de freiner l'enquête en cours, et dont d'autres sont en étroite relation avec les cartels de la cocaïne. En septembre, ces rivalités ont conduit à un nouvel assassinat, celui du secrétaire général, Massieu, vraisemblablement victime du clan des "narco-trafiquants".

Dans son discours d'investiture, le nouveau président a dénoncé "l*es conditions de pauvreté indignes dans lesquelles vivent des millions de Mexicains*". L'économie mexicaine est entraînée dans les mouvements spéculatifs de l'économie mondiale, et la situation sociale ne cesse de se détériorer. Le nombre des milliardaires en dollars est passé de un à treize, ce qui conduit 40% des 90 millions de Mexicains à vivre au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté. Le taux de chômage est d'au moins 25% : un million de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail sans trouver d'emploi. Le système de santé est très détérioré : 15 millions de personnes seulement peuvent s'offrir des assurances privées permettant des soins de qualité. Même l'eau est un problème : dans certaines villes, les plus riches payent 10 centavos pour bénéficier de l'eau courante à domicile tandis qu'il en coûte 15 centavos aux plus pauvres pour aller puiser l'eau dans la rue.

Le Chiapas, cet Etat dont le monde entier a entendu parler il y a un an grâce à l'insurrection des guérilleros "zapatistes" de l'EZLN, (armée zapatiste de libération nationale) symbolise désormais cette misère et cette pauvreté.

A ce sujet, le nouveau président n'a pas été avare de promesses. Il prétend "*prendre le problème par ses racines, qui sont les graves conditions de misère, d'abandon et des profondes injustices, qui ont rendu possible la violence*". Et pendant qu'il y est, il parle de réforme électorale en 1997 pour mettre fin aux fraudes et dénonce la corruption et la vénalité des dirigeants avec les accents d'un chef de l'opposition. En guise d'ouverture, il a donné le portefeuille de la Justice à un membre de l'opposition de droite et discuté trois heures avec l'opposition de centre-gauche du Parti Révolutionnaire Démocratique (PRD) de Cardenas...

Cependant, le 20 décembre, la guérilla zapatiste, qui avait rompu les négociations quelque temps auparavant, a répété le scénario du 1er janvier 1994, s'emparant à nouveau de quelques villages situés assez loin de ses bases arrière. L'armée mexicaine a déployé 50 000 hommes pour reprendre le contrôle de ces villages, puis le gouvernement a accepté une négociation, même si au sein du PRI certains seraient partisans de la manière forte. Le gouvernement a accepté d'en passer par les négociateurs proposés par la guérilla, notamment l'évêque du Chiapas.

Mais on voit mal ce qui pourrait sortir de cette négociation tant que l'Etat mexicain est ce qu'il est, c'est-à-dire un Etat plus à même de protéger les intérêts des possédants qu'à prendre en compte les revendications des plus pauvres. A moins que la petite flamme allumée au Chiapas ne se propage à tous les déshérités du pays.

Jacques FONTENOY.

Manifestation paysanne de soutien à la lutte des "Zapatistes" du Chiapas, à Oaxaca, dans le sud du Mexique. (Novembre 1994)

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Objectif 2M. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Mexique

Quand le peso s'écroule, cela pèse sur les pauvres

Tandis que les guérilleros du Chiapas relançaient leur campagne, la monnaie mexicaine, le peso, était l'objet d'un mouvement spéculatif venu rappeler que si la bourgeoisie mexicaine aspire de toutes ses forces à faire partie du club des pays riches, ce pays n'intéresse le monde capitaliste international qu'à condition qu'il soit une source de profits.

Comme il arrive périodiquement dans les pays du Tiers Monde, encore plus que dans les pays riches, les spéculateurs, c'est-à-dire en fait les grandes sociétés, viennent de mener une offensive contre le peso mexicain. Dévalué de deux manières différentes en une semaine, il a perdu 45% de sa valeur en quelques jours, aggravant les conditions déjà difficiles des masses pauvres. En effet, si officiellement salaires et prix sont gelés depuis septembre, de fait les prix ont déjà augmenté d'au moins 30%.

L'accord de libre-échange signé avec les Etats-Unis et le Canada (l'Alena) était censé faire entrer le Mexique dans le paradis capitaliste. En fait, il a surtout aggravé encore plus le déficit commercial, faisant grimper sa dette à 150 milliards de dollars ; cette dette constitue elle-même une source de profits pour les établissements financiers, qui lui prêtent de l'argent pour autant que l'Etat mobilise toute son énergie à canaliser les ressources du pays vers le paiement du service de la dette.

C'est ce que les établissements financiers créanciers attendent des Etats débiteurs : s'ils appliquent scrupuleusement ce programme, on veut bien les traiter de "bons élèves" du Fonds Monétaire International. Mais même quand ils parviennent, comme le Mexique, à juguler un temps leur inflation, à "s'assainir", selon le jargon des banquiers, ce n'est que pour mieux les faire replonger à la première occasion, quand les créanciers exigent leur dû, que ce soit par le règlement des échéances ou par le biais de la spéculation.

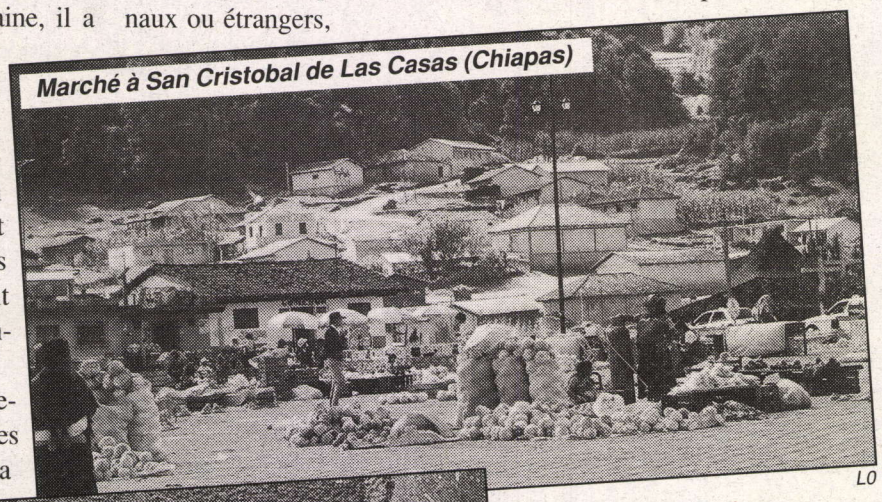
Les grands capitalistes nationaux ou étrangers, ayant jugé que l'endettement grandissant affaiblissait à nouveau le peso, ont voulu prendre leur bénéfice et transférer leurs fonds, quitte à accélérer la baisse et à ramener leurs capitaux une fois la dévaluation effectuée empochant ainsi en quelques jours, sur de très grosses sommes, la différence entre l'ancienne et la nouvelle valeur du peso.

L'Etat mexicain a bien tenté quelque temps d'enrayer la chute de sa monnaie en en rachetant et en vidant ses réserves... jusqu' à ce que le gouvernement n'ait plus d'autre choix que de dévaluer. La spéculation a atteint aussi les valeurs cotées en Bourse. La chute de leurs prix les a rendues plus attractives et elles ont été rachetées à bas prix, certainement par ceux-là même qui avaient contribué à les déprécier. On ne peut même pas exclure que les mouvements de capitaux sur le peso n'aient pas été destinés, dès le départ, à permettre aux spéculateurs de rafler des actions mexicaines à bas prix, une façon comme une autre de se repartager une partie de ces richesses.

Maintenant que tout semble rentré dans l'ordre, jusqu'au prochain coup de fièvre, les instances financières internationales prennent prétexte de la "faiblesse" de l'Etat mexicain - révélée par son choix contraint de la dévaluation ! - pour renforcer leur pression sur la région, notamment sur l'Argentine, dont les dirigeants ont été invités à réaffirmer leur attachement à une politique d'austérité. Car, parmi les pays sous-développés, la situation du Mexique n'est pas l'exception, mais la règle. C'est le même engagement qu'ils attendent du nouveau président mexicain : "*Un signe tangible*" de sa "*volonté de pratiquer une politique d'austérité*". Nul ne doute qu'il s'y pliera.

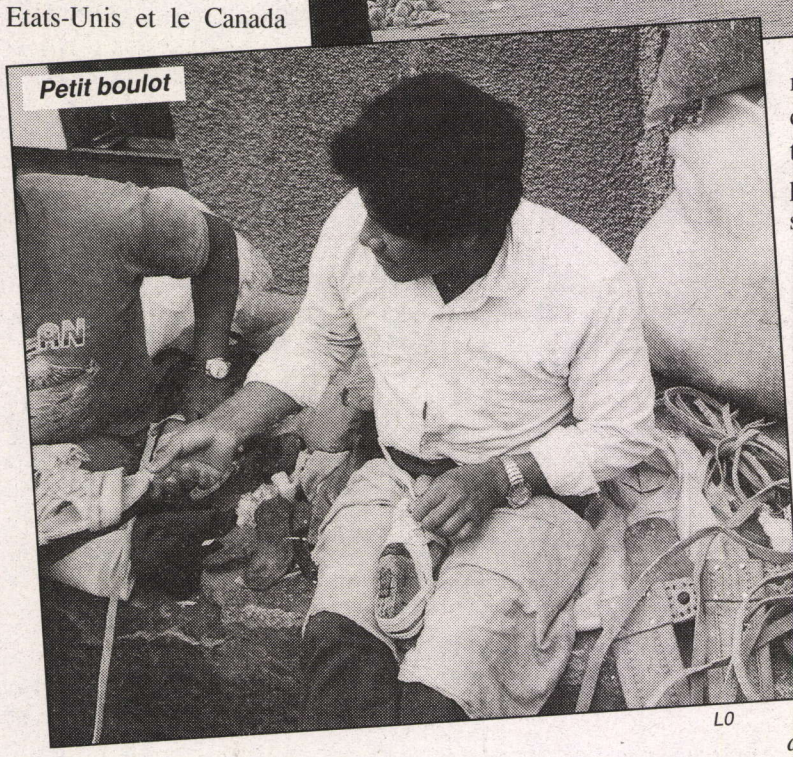
Reste aux pauvres de Mexico ou des villages du Chiapas à donner, eux aussi, des "*signes tangibles*"... de leur révolte.

J.F.



Marché à San Cristobal de Las Casas (Chiapas)

LO



Petit boulot

LO

Brésil

L'avènement de Cardoso

L'HEURE DES VAINES PROMESSES

Fernando Henrique Cardoso, élu président du Brésil le 3 octobre 1994, vient de prendre ses fonctions à la tête de l'Etat brésilien. Dans le cadre d'une pompeuse cérémonie de passation des pouvoirs, l'ex-ministre des Finances du gouvernement précédent a annoncé que son objectif numéro 1 serait de faire de la "*justice sociale*".

Cardoso n'en est pas à sa première déclaration de bonnes intentions vis-à-vis des classes pauvres. Car pour obtenir les 54,6 % des suffrages exprimés qui se sont portés sur lui il y a trois mois, il a dû pêcher des voix tous azimuts, et d'abord à droite, bien sûr.

Membre du parti social-démocrate brésilien, un parti de centre droit, Cardoso, à qui son opposition à la dictature avait en son temps valu de connaître l'exil, a déjà été plusieurs fois ministre. Pour cette élection, il n'a pas rechigné à aller pêcher bien à la droite de la droite pour rallier à sa personne des formations politiques qui avaient été jadis des piliers du régime militaire. D'ailleurs son passé de libéral, susceptible d'inspirer une certaine confiance au peuple, n'était-il pas un atout pour séduire les couches dirigeantes de la bourgeoisie brésilienne et internationale ? Celles-ci lui avaient d'ailleurs donné leur caution, favorisant ouvertement son plan de stabilisation de l'inflation. Et puis, Cardoso n'était-il pas le candidat le plus à même de faire échec au candidat du Parti des Travailleurs, Ignacio Lula da Silva ?

La démagogie de Cardoso a d'ailleurs sans doute d'autant plus facilement contribué à sa victoire que Lula, parallèlement, s'efforçait de se montrer rassurant vis-à-vis des possédants.

Sans doute la relative -et vraisemblablement passagère- maîtrise de l'inflation au cours de la seconde moitié de l'année 1994 a-t-elle contribué à la popularité de Cardoso dans les classes pauvres. Mais celles-ci n'ont pas manqué, au cours de ces derniers mois, de faire aussi une fois de plus l'expérience des mesures antisociales qui accompagnent les plans de stabilisation monétaire, c'est-à-dire les mesures de blocage des salaires, les réductions de dépenses sociales, les compressions d'effectifs en particulier dans le secteur public.

La presse fait état d'un mécontentement dans la classe ouvrière et en particulier de grèves parmi les travailleurs de ce secteur public où ont lieu des négociations salariales. Rien n'est précisé sur leur ampleur, mais elles sont en tout cas le signe qu'une partie des travailleurs brésiliens ne sont pas dupes des promesses mensongères de cet arriviste démagogue qu'est Cardoso et de tout son aréopage d'affairistes sans scrupule. Et la présence de l'ex-footballeur Pelé dans le futur cabinet ministériel ne suffira pas à donner le change.

H.M.

Centre de tri postal de Créteil (Val-de-Marne)

IL FALLAIT QUE ÇA CRAQUE !

Au centre de tri postal de Créteil, la fin de l'année 1994 a pris une tournure de fête qui n'avait rien à voir avec les réveillons de fin d'année…

Depuis des mois, la direction ne prenait pas de gants pour imposer toujours plus de travail au personnel en place, faisant appel aux "califs" (heures supplémentaires) et à l'embauche de contractuels pour trois jours ou une semaine, renouvelables ou pas, au dernier moment, à des horaires *"spéciaux"* … La pression s'exerçait d'abord sur les chefs, qui l'exerçaient à leur tour sur le personnel.

Mercredi 21 décembre, après la fin de service de la brigade A, un responsable de la direction est allé trop loin : il a passé un savon au chef de cette brigade qui n'avait pas réussi à trouver des volontaires pour prolonger leur journée de travail les soirs à venir. Le chef de brigade a craqué et a eu une crise de nerfs en public.

Le lendemain à midi, à la prise de service de la brigade A, les représentants des syndicats (CGT, SUD et FO) ont proposé au personnel de la brigade de ne pas reprendre le travail et d'aller demander à la direction de présenter des excuses pour son attitude. Les mains se sont levées d'un seul mouvement et 70 agents de la brigade se sont retrouvés devant le bureau du directeur, qui a refusé de faire des excuses : pour lui, ce qui s'était passé la veille était tout à fait normal ! Quand il a enfin réalisé que les choses allaient mal, il a admis que l'incident était *"regrettable"*, mais il était trop tard… Le personnel venait de décider d'aller voir la directrice départementale de La Poste.

Elle non plus n'a pas senti que la coupe était pleine : au bout d'une heure, la cinquantaine d'agents qui attendaient se sont entendu dire qu'elle les recevrait le lendemain tout en garantissant qu'il n'y aurait pas de retenue de salaire… s'ils reprenaient le travail de suite.

Mais les présents n'étaient vraiment pas d'accord pour reprendre le travail : la proposition de se mettre en grève et d'appeler les brigades de soirée et de nuit à s'y joindre a été unanime.

Presque tous ceux qui avaient voté la grève restèrent, à 17 h 15 et à 19 h 30, pour attendre chacune des brigades, où la grève fut votée par une forêt de mains et sous les applaudissements.

Le vendredi matin — 23 décembre — la grève était reconduite par la brigade A, une cinquantaine d'agents étaient à nouveau à la direction départementale. La directrice ne voulant recevoir que les représentants syndicaux, rebelote : tout le monde repartit au centre de tri pour faire débrayer les autres brigades.

Dans la brigade d'après-midi, il y eut quatre non-grévistes sur 72 personnes. Ce qui n'empêcha pas la direction de désigner (c'est une forme de réquisition) quatre chefs pour assurer la sécurité. Elle dut passer à deux car les chefs, tous en grève, protestèrent haut et fort. A ce moment-là, sur 317 agents qui auraient dû travailler, il y avait 259 grévistes.

Entre-temps, les représentants syndicaux avaient continué leurs tractations avec la direction départementale qui acceptait, finalement, de recevoir 20 grévistes, y compris les syndicalistes. Mais le marchandage était tellement flagrant que cela ne fit ni chaud ni froid aux grévistes et, si la délégation se constitua, ce fut sans susciter aucune illusion…

La direction départementale avait tout de même dû comprendre car, non seulement elle tint à exprimer *"ses vifs regrets"* pour l'incident du mercredi, ajoutant que le directeur du centre *"ne mesurait pas l'impact de son comportement"* mais, en plus, elle fit droit à certaines revendications à propos des contractuels :

— alignement de leurs horaires sur ceux des titulaires ;

— transformation de 11 CDD (contrats à durée déterminée) en CDI (contrats à durée indéterminée) ;

— emploi de 20 CDD pour une période de six mois à partir du 2 janvier.

A cela s'ajoutaient des surcompensations pour le travail au moment des fêtes et quelques autres bricoles… qui ont été à peine remarquées car les syndicats n'avaient rien obtenu sur le paiement des heures de grève ni sur les suppressions d'emplois de titulaires qui sont dans l'air pour 1995…

Les militants syndicaux, inquiets de la proximité du week-end de Noël et de l'atmosphère qui régnait dans cette grève, proposèrent la *"suspension"* de la grève en fonction des *"avancées"* … Leur proposition recueillit 60 voix, contre 47 qui voulaient continuer… et qui n'ont d'ailleurs pas repris le travail ce soir-là.

Depuis, même si certains sont un peu déçus de ne pas avoir entraîné les autres, même si on est encore loin du compte, cette grève de deux jours, imprévisible, qui s'est répandue comme une traînée de poudre, qui n'avait pas de revendications définies en dehors de l'attitude de la direction du centre et qui a pourtant réglé les problèmes les plus criants des contractuels, cette grève a mis tout le monde de bonne humeur… D'autant que la direction s'est faite très, très, très, discrète !

Correspondant LO

Crédit Lyonnais Rillieux (Rhône)

LA DIRECTION COMPREND VITE, MAIS IL FAUT LUI EXPLIQUER LONGTEMPS

Jeudi 22 décembre a eu lieu à Paris la deuxième séance de négociation sur le centre du Crédit Lyonnais de Rillieux, en région lyonnaise, qui doit fermer fin 1995. La première séance, le 15 novembre, avait donné lieu à un piquet de grève qui avait démontré à la direction que la détermination était toujours la même depuis septembre.

A 7 h 30 ce 22 décembre, nous étions donc une trentaine (sur un peu plus de 200 restant au centre) décidés à bloquer «un endroit stratégique», le courrier.

En fait, la direction avait eu vent de notre projet et avait fermé l'accès au courrier. Nous avons donc décidé de bloquer les accès de chaque bâtiment du centre : des piquets de grève au chaud en quelque sorte. Très rapidement nous étions une quarantaine. Une vingtaine de non-grévistes étaient arrivés avant et une trentaine d'autres personnes, surprises par les piquets et n'ayant surtout pas envie de les forcer, refusèrent la demande de la direction de faire constater par huissier l'impossibilité de travailler. Les autres (une bonne centaine) avaient décidé de rester à la maison...

Dans ces conditions, à midi, les vingt non-grévistes ont naturellement eu le droit de franchir les piquets pour aller manger... mais pas à revenir. Si bien qu'à 14 heures, il ne restait au centre, à part quelques directeurs, que les grévistes qui attendaient des nouvelles des négociations.

A Paris, la délégation patronale, qui apparemment ne s'attendait pas à un autre piquet réussi, avait le profil bas et n'avait de cesse de répéter que la direction était «*ouverte au dialogue*» et qu'elle se devait «*de prouver au personnel qu'il avait tort d'être sceptique et méfiant*». Et de faire, pour prouver sa bonne volonté, une liste de propositions :

— sur 15 personnes de plus de 55 ans, 13 pourront partir avec la même rémunération qu'à 60 ans ;

— une trentaine de cas dits «*épineux*» se verront proposer un poste sur Lyon... mais pas forcément à plein temps ;

— restent une cinquantaine de personnes auxquelles dès janvier la direction s'est engagée à faire une proposition individuelle.

Tout n'est pas réglé, mais même cela nous ne l'aurions pas obtenu sans notre mouvement. Une autre réunion à Paris est prévue le 7 février. D'ici là, comme le moral est bon, nous comptons bien maintenir la pression.

Correspondant LO

Lors d'un débrayage contre la fermeture du centre, en avril 1994

Voyage en Amérique de Charles Dickens

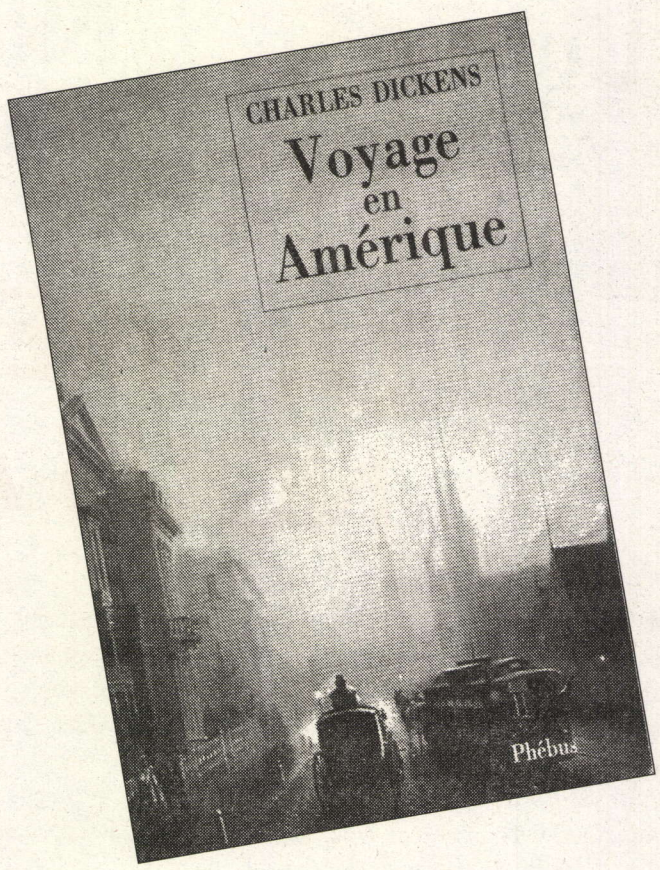
Ce *Voyage en Amérique* de Charles Dickens ne date pas d'hier puisqu'il s'agit du premier voyage aux Etats-Unis de l'écrivain anglais en 1842. Mais son récit vient d'être traduit en français pour la première fois, et n'en reste pas moins parfois... très actuel !

L'humour de Dickens fait merveille pour raconter sa traversée mouvementée de l'Atlantique, pour camper un prédicateur farfelu à Boston, la déambulation de gorets dans les rues de New York ou pour brocarder la pratique généralisée du crachat par les chiqueurs de tabac.

Dans plusieurs villes, Dickens s'est plus particulièrement intéressé aux établissements scolaires, aux asiles et aux prisons, dénonçant au passage les cruautés du système carcéral. Ses remarques sur les mœurs et les institutions politiques américaines ont gardé parfois une certaine actualité. Il évoque les «*mépris-ables fraudes électorales ; corruption de fonctionnaires ; lâches attaques contre l'adversaire, avec d'infâmes gazettes pour boucliers et des plumes stipendiées pour poignards*», etc. Il constate que de nombreux incendies à New York sont commandités par des spéculateurs. Il fait remarquer qu'une des raisons pour lesquelles Washington a été choisie comme capitale, c'est «*très probablement en raison de son éloignement des masses*».

A plusieurs reprises, Dickens dénonce l'hypocrisie des discours sur la liberté et l'indépendance du citoyen qui cachent en fait la liberté pour les politiciens de ne pas tenir leurs promesses (notamment vis-à-vis des Indiens) et la liberté pour les propriétaires d'esclaves de les exploiter et de les torturer. Ce livre se termine d'ailleurs par un chapitre très véhément contre le système esclavagiste avec des extraits, édifiants, de la presse américaine sur les sévices que faisaient subir les propriétaires à leurs esclaves noirs.

Dickens s'est intéressé au sort des opprimés avec les limites d'un petit-bourgeois réformateur, hostile à toute forme de lutte de classe. Mais son indignation devant le spectacle de la misère et des injustices sociales n'était pas feinte. Son sens de l'observation révèle ici bien des aspects intéressants de la société américaine de son temps. Le ton adopté, son ironie mordante font qu'on ne s'ennuie pas.



Jean-Pierre CALVI
Voyage en Amérique
de Charles Dickens,
Editions Phébus,
304 p., 138 F.

• N'oublie jamais, Nicolas ... • L'enfer de la charité

Deux romans de Gaston Haustrate

La vie d'une famille ouvrière, de la Commune à Mai 68 : c'est ce que Gaston Haustrate, ancien ouvrier typographe devenu critique de cinéma et historien, a entrepris de faire revivre à travers une série de romans, sous le titre de «Mémoires retrouvées».

Le premier volume, paru l'an dernier, *N'oublie jamais, Nicolas...* est dédié «*à la mémoire des 200 000 victimes populaires de la répression versaillaise*». Il se déroule pendant la «semaine sanglante» du 21 au 28 mai 1871.

Cette dernière semaine est celle de la reconquête sanglante du Paris de la Commune par les troupes de Versailles, lancée contre lui par un Thiers bien décidé à faire un exemple qui dissuade désormais les ouvriers de s'insurger.

Les beaux quartiers de l'ouest parisien sont tout ouverts à cette reconquête menée au nom de la propriété privée, tandis que dans l'est de la ville les travailleurs s'apprêtent à défendre d'autant plus chèrement leur peau que les Versaillais fusillent sans jugement la plupart de ceux qui tombent entre leurs mains.

L'auteur nous montre les difficultés auxquelles se heurtent la poignée d'hommes qui essayent tant bien que mal d'organiser la défense de la Commune contre les 130 000 soldats déchaînés par Thiers. Celui-ci cherche à exorciser la grande peur de la bourgeoisie devant l'insurrection ouvrière ; une bourgeoisie rendue féroce par la menace que la Commune a fait peser sur ses propriétés.

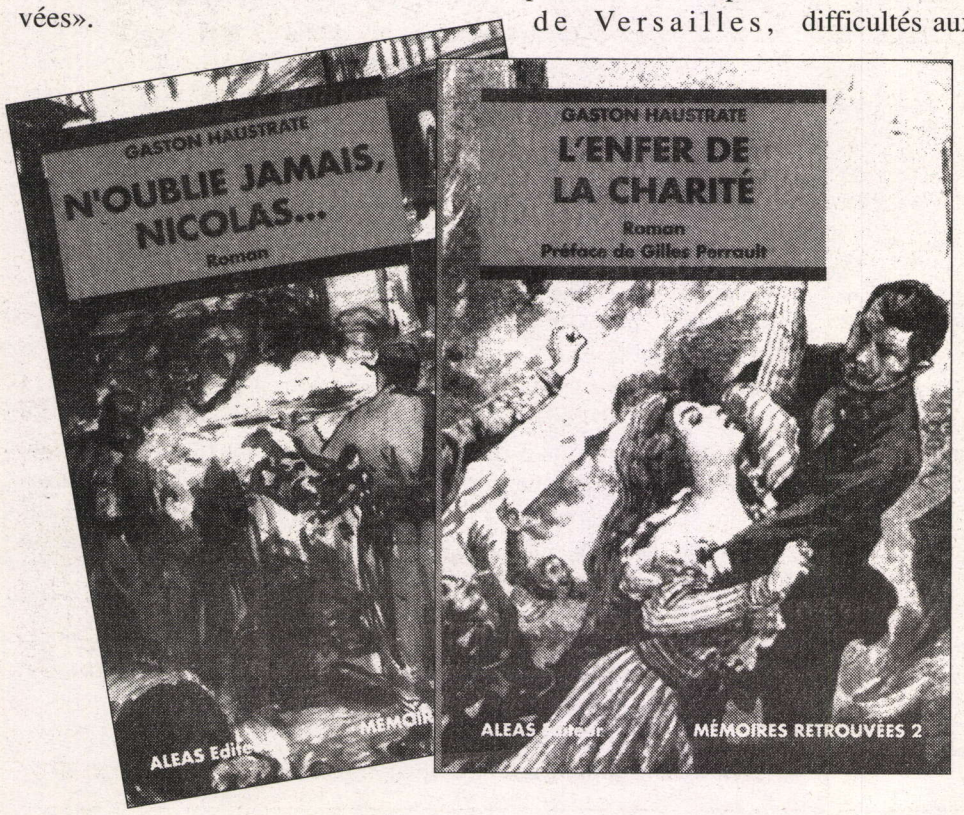
Gaston Haustrate a attaché plus d'importance à dépeindre l'héroïsme de ces lutteurs de 1871 qu'à décrire ce que fut la Commune ; cette première expérience de démocratie ouvrière, directe, n'a droit qu'à quelques lignes en annexe du roman. Malgré tout, ce petit roman rappelle à sa manière, plus de 120 ans après, que «la Commune n'est pas morte» car, comme le souligne un protagoniste de ce livre, «*une belle idée ne meurt jamais*».

* *

Dans le deuxième volume, qui vient de paraître, *L'enfer de la charité*, situé à la fin du siècle dernier, on retrouve les deux apprentis du précédent récit, devenus des travailleurs accomplis. Tandis que les anciens combattants de la Commune, comme Louise Michel, font revivre devant des publics ouvriers cette grande expérience, c'est l'époque où se développent à la fois le syndicalisme d'action directe et un mouvement socialiste. Les ouvriers conscients lisent *L'Ouvrier des deux mondes*, que publie Pelloutier qui vient de lancer le mouvement des bourses du travail. C'est l'époque où Jean Jaurès se rapproche du socialisme tandis que le baron Reille, l'un des propriétaires des mines de Carmaux, organise de belles fêtes dans son château pour éblouir les mineurs et les garder sous sa coupe.

C'est aussi l'époque de l'antisémitisme vivace qui a fait condamner le capitaine Dreyfus, envoyé en déportation en 1894. Bientôt l'écrivain Zola écrira son célèbre article «*J'accuse...*», qui lancera la campagne pour la réhabilitation du capitaine injustement condamné. Le cinéma vient de naître. Et c'est justement, le 4 mai 1897, lors d'une démonstration cinématographique à une vente de charité, qu'un incendie ravage le bazar où celle-ci se tient, faisant plus de deux cents victimes parmi la noblesse parisienne toujours prête à glisser la pièce d'une main à ceux qu'elle exploite de l'autre.

Selon le même procédé que dans le premier livre, l'auteur mêle à nouveau personnages de roman et cet épisode historique, dans un récit sans prétention mais souvent émouvant. On attend la suite...



Pierre LECLERC
N'oublie jamais, Nicolas et
L'enfer de la charité
de Gaston Haustrate
Editions Aléas,
15 quai Lassagne, 69001
Lyon, 288 et 216 p.,
chaque volume coûte 110F.

Uniroyal Clairoix (Oise)

Non aux licenciements pour faits de grève

LA DIRECTION S'OBSTINE, NOUS AUSSI !

Depuis la grève de juin-juillet derniers (contre les semaines de 45 heures en été, pour 1 500 F d'augmentation de salaire et pour l'embauche des intérimaires) la direction d'Uniroyal, à Clairoix près de Compiègne dans l'Oise, n'a de cesse d'avoir sa vengeance. Malgré les revers successifs, elle persiste à vouloir faire "*payer la grève*" d'une manière ou d'une autre. Rien ne l'arrête, ni la désapprobation des salariés de l'entreprise, ni celle des travailleurs de la région (qui ont, à plusieurs occasions, manifesté leur solidarité), ni l'inspection du travail et les tribunaux qui ont désavoué certaines de ses décisions.

Rappelons quelques épisodes du feuilleton qui dure depuis l'été : après avoir envoyé ses nervis "*casser du gréviste*" (coup de force dont l'organisateur, un ancien du GIGN, sera jugé pénalement le 21 février prochain), la direction a d'abord essayé de licencier pour faute lourde une vingtaine de grévistes. Puis, devant l'ampleur des réactions, elle avait transformé ces sanctions en mises à pied de deux semaines, ce qui équivalait à la perte de la moitié du salaire mensuel. Le 15 novembre, le tribunal des prud'hommes de Compiègne, en référé, déclarait ces mesures illégales.

Contrainte de reculer, la direction décidait cependant de maintenir le licenciement de quatre représentants du personnel,... licenciement refusé par l'inspection du travail.

LO

Lors de la grève

Uniroyal a fait appel de ces décisions, - mais en attendant, elle ne se tient pas pour quitte et la voilà qui agite maintenant la menace d'un plan de licenciements économiques, assorti d'une réorganisation des équipes qui remplacerait les actuelles 4x 6 par un système de 3x8 sans doute moins pénible, mais entraînant la suppression d'une équipe, soit 149 licenciements. Entre les reclassements plus ou moins bidon et les préretraites, cela se traduirait par 28 licenciements secs, et comme par hasard ce serait uniquement des partipants actifs à la grève, dont deux étaient même dans la foulée devenus représentants du personnel !

Personne n'est dupe de la manœuvre. D'ailleurs, dans une usine où l'on est en permanence débordés et où le recours aux heures supplémentaires est systématique, personne ne peut croire que la production doive diminuer et qu'on soit en sureffectif. Ce n'est rien d'autre qu'une mesure de rétorsion contre la grève, doublée d'une bonne affaire pour la direction, puisqu'elle prétend profiter de l'occasion pour augmenter l'horaire hebdomadaire avec le même salaire.

L'ensemble du personnel a bien sûr été écœuré de cette «dégueulasserie» de plus. S'il n'y a pas eu de réaction massive contre les licenciements, les chefs, passés dans les secteurs avant les fêtes pour expliquer comment la réorganisation s'y ferait et notifier changements de postes ou d'équipe aux uns et aux autres, ne sont pas près d'oublier les quatre vérités qui leur ont été dites.

Et dans ces conditions, la décision du tribunal de grande instance de Compiègne, le 28 décembre dernier, de déclarer illégal le plan de licenciements tout au moins la procédure utilisée qui aurait dû se faire au niveau du groupe et non de l'entreprise et d'obliger Uniroyal à garder tous les salariés dont elle voulait se débarrasser, cette décision a été ressentie par tous comme une victoire. Cela, même si le juge n'a pas voulu se prononcer sur le fond (reconnaître qu'il s'agit de licenciement pour fait de grève) et s'est contenté de relever les multiples irrégularités dans la procédure suivie par la direction pour annuler les licenciements.

Comme il fallait s'y attendre, la direction n'a pas désarmé pour autant : lundi 2 janvier, en CE extraordinaire, elle a annoncé qu'elle refusait d'obtempérer et de réintégrer les camarades concernés.

Pour l'instant, les choses en sont là, mais nous sommes bien décidés à ne pas lâcher le morceau !

Correspondant LO

Snecma - Corbeil (Essonne)

LES FLUX TENDUS GÉNÈRENT DES RELATIONS TENDUES

Dans un secteur de la SNECMA-Corbeil, la direction expérimente depuis plus d'un an déjà une nouvelle méthode de gestion à l'intérieur du processus de production. Pour réaliser ce nouveau concept, elle a placé un gestionnaire comme chef d'atelier, à la place d'un technicien ayant des capacités et une expérience mécanique.

Depuis, le gestionnaire en question a lancé son programme, fait des réunions pour expliquer aux travailleurs sa méthode. Il a tout calculé : la charge de travail, l'arrivée des pièces, le temps d'écoulement, le potentiel machine. Il a déplacé des travailleurs et fait déplacer des machines. Enfin cela a été un branle-bas de combat permanent. Après avoir tout planifié, tout était prêt pour une récolte exceptionnelle. Mais seulement le fruit n'a pas mûri, le retard sur toutes les pièces s'est accumulé malgré les heures supplémentaires et le travail du samedi-dimanche (fin de semaine travaillée, pendant laquelle l'ouvrier qui acceptait de venir devait faire deux fois 12 heures, et pendant ces deux jours était contraint de travailler sur plusieurs machines).

Tous les travailleurs du secteur trouvaient la gestion débile et nulle. L'expérience tournait très mal et ceci dans le contexte imposé par la direction générale qui a programmé une semaine de chômage partiel pour tous en fin d'année, l'usine et les bureaux fermant ces jours-là.

Devant ces mauvais résultats, notre gestionnaire et son chef, avec l'accord de l'autorité supérieure, ont proposé à tous les ouvriers de ce secteur (deux jours avant le début du chômage partiel) de venir travailler la semaine chômée.

Les réflexions des travailleurs, scandalisés comme on s'en doute, étaient : "*Ils nous prennent pour des billes*" et "*non, nous n'accepterons pas de venir au travail suivant les aléas de la production*" !

Les deux équipes (celle du matin et celle du soir) ont débrayé presque à l'unanimité. Même ceux qui avaient accepté de venir travailler ont préféré ne plus venir et participer aux débrayages. Au bout du compte, plus personne ne voulait travailler dans ces conditions et les deux derniers volontaires se sont eux aussi rétractés. Alors que l'objectif était de protester, la pression et le moral de ceux qui ont réagi ont fait que l'usine a bien dû rester fermée pendant la semaine de Noël.

A part cela, au cours des différentes péripéties, les délégués ont rencontré l'organisateur en chef, hors de lui. Il nous a présenté le programme 1995, qui se résume à ceci : 1) vous ne travaillez pas assez, 2) je vais mener la guerre des temps, 3) le train-train c'est fini, il faut changer de méthode de travail (sous-entendu flexibilité), 4) il n'y aura pas d'augmentation, pas de réduction du temps de travail, pas d'embauche, voilà pour le volet social, 5) d'après lui et le P-DG, nous sommes trop payés, et il a conclu : en 1995 il y aura du sang et des larmes.

Ces paroles ayant été rendues publiques par voie d'affiches, la réflexion entendue après lecture, a été : "*C'est donc la guerre*" ! En attendant, les travailleurs ayant participé à l'action, mais aussi beaucoup d'autres, sont partis satisfaits en repos. Puisqu'il faut prendre des forces pour 1995...

Correspondant LO

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995